

NEWSLETTER

Messieurs,

Nous nous permettons de vous adresser un exemplaire de notre « Newsletter » qui, nous l'espérons, vous apportera de nombreuses et précieuses informations liées à l'actualité sociale, fiscale et juridique. N'hésitez pas à nous contacter si vous souhaitez obtenir des précisions complémentaires.

Droit social : des modifications importantes pour les frontaliers

A partir du 1^{er} mai 2010, il pourrait y avoir de nombreux changements au niveau de la sécurité sociale des frontaliers. A cette date, le règlement européen 883/2004 entrera en vigueur et remplacera largement le règlement applicable jusqu'à présent.

De quoi s'agit-il ? Principalement de la détermination de la législation en matière de sécurité sociale applicable. Ceci n'est pas seulement intéressant pour les juristes, mais il y aura des conséquences pour vous en déterminant le pays dans lequel vous aurez votre assurance maladie et / ou pension.

Le principe qu'une personne est soumise au droit social du pays de travail et de résidence reste inchangé, ce qui est le cas normal pour la plupart des personnes en Europe.

Si l'activité professionnelle est exercée dans plusieurs pays ou si le pays de résidence n'est pas identique au pays de travail, les règles suivantes seront applicables à partir de mai :

Lorsqu'une personne travaille partiellement dans le pays de résidence et partiellement dans un autre pays, il faut regarder le pourcentage de l'activité dans le pays de résidence. Si la personne exerce une partie importante de son activité dans son pays de résidence, la législation sociale de ce pays sera applicable. Ce

seuil n'est pas fixe, mais, si le chiffre d'affaire, le nombre de contrats et d'autres circonstances indiquent que la partie d'activité dans le pays excède 25% de l'activité totale, cette dernière sera considérée comme importante. Ceci représente la modification la plus notable pour les assurés. Jusqu'à présent, il y avait beaucoup de problèmes pratiques si un employé résidant en France ou en Belgique avec un emploi au Luxembourg travaillait même un seul jour par an pour son employeur dans son pays de résidence de manière officielle. Maintenant, ce problème peut être contourné facilement par des dispositions adéquates dans le contrat de travail.

Le même principe est également applicable aux indépendants qui exercent leur activité dans plusieurs pays. Si l'indépendant exerce plus de 25% de son activité dans son pays de résidence, il sera soumis à la législation de ce pays et à défaut, à la législation du pays dans lequel il exerce la plupart de ses activités.

Lorsqu'un salarié travaille dans plusieurs pays à l'exception de son pays de résidence, la législation applicable sera celle du pays de l'établissement de l'employeur.

Si l'on exerce une activité salariale et une activité indépendante dans des pays différents,

la législation applicable sera celle du pays où l'activité salariale est exercée.

Les règles concernant le détachement des travailleurs seront également modifiées ; il sera désormais possible de détacher des travailleurs pour une période initiale de 24 mois.

En ce qui concerne les entreprises de transport, les changements seront plus importants, dans la mesure où les dispositions spécifiques valables jusqu'à présent seront abolies. Des affiliations

doubles, p.ex. en Belgique et au Luxembourg, ne seront plus possibles. Par contre, le nouveau règlement permettra notamment aux entreprises de transport une large possibilité de structuration.

Contactez-nous en cas de questions ; nous vous assisterons volontiers à élaborer un concept afin de réduire vos coûts salariaux à long terme.

(Katharina von Randow)

Restitution d'impôts

Une question parlementaire de novembre 2009 relevait le problème que, depuis un certains temps, l'administration fiscale a changé sa façon de traiter les restitutions d'impôts. Jusqu'en début 2009 l'administration restituait les impôts sur base de déclarations remises, même pour les 5 ans écoulés.

Or, en 2009 l'administration a changé ceci et applique à la lettre l'article 153 AO qui dit que est seule acceptable le droit à restitution si une demande relative (sous forme de

déclaration ou de décompte annuel) est rentrée avant la fin de l'année qui suit l'année durant laquelle le droit à restitution est né.

Dans sa réponse du 11 décembre 2009 publiée fin janvier 2010 dans les journaux, le ministre des finances confirme qu'à l'avenir ceci sera la procédure à suivre. Donc les délais de demande en restitution d'impôts sont raccourcis de façon très nette et les délais de remise des déclarations seront à respecter de façon plus stricte à l'avenir (Catherine Pundel).

Imposition suivant déclaration

Dans la newsletter du 29 janvier 2010 l'administration fiscale annonce qu'à l'avenir le bureau d'imposition fixera l'impôt sur base de la seule déclaration du contribuable et en l'absence de l'examen intégral du cas d'imposition. L'administration se réserve le droit de procéder ultérieurement à l'instruction et au contrôle du dossier, mais sans y être obligée. Ceci signifie en pratique que les bureaux peuvent procéder à une imposition provisoire. Sur base de cette imposition les impôts dus sont à payer par le contribuable. S'il s'avérait, au courant des 5 années suivantes, qu'une erreur ait été commise, celle-ci peut se

corriger aisément à l'initiative de l'administration.

Le nouveau système permettra d'une part une imposition plus rapide, une procédure plus simple pour les déclarations petites en volume et simple à traiter ; un contrôle des dossiers complexes reste possible. Les recettes étatiques peuvent rentrer plus rapidement dans les caisses.

Cependant, il reste pour le contribuable le risque d'un nombre plus élevé de fautes dans l'imposition car un contrôle par les fonctionnaires supérieurs en hiérarchie sera plus rare ou absent. Il est donc fortement

conseillé de regarder le bulletin de plus près à l'avenir.

(Catherine Pundel).

Dans un premier temps cette procédure sera cependant limitée aux seules sociétés de capitaux.

Imposition par voie d'assiette

Pour un certain nombre de contribuables le revenu et les impôts relatifs sont déterminés après la fin de l'année calendrier par une déclaration d'impôts.

Se pose alors la question de savoir quand une personne est censée faire une déclaration d'impôts. Les critères les plus importants ont nettement changé pour l'année 2009. Pour les contribuables dont le revenu imposable se compose partiellement ou totalement de revenus passibles d'une retenue d'impôts sur traitements, sur revenus de capitaux mobiliers ou tantièmes lorsque :

- Il s'agit d'une seule catégorie de ces revenus qui dépasse 100.000 € ;
- le revenu imposable comprend des revenus nets, non soumis à l'impôt à la source, de plus de 600 € ;
- le revenu comprend des revenus de capitaux passibles de retenue est supérieurs à 1.500 € ;
- le revenu imposable est imposable dans le chef d'époux ayant opté pour une imposition collective, ne vivant pas en fait séparés et dont l'un est

contribuable résident et l'autre non-résident ;

- le revenu imposable comprend des revenus passibles de la retenue sur tantièmes, supérieurs à 1.500 € ;

Si l'on est dans le cas de cumul de plusieurs revenus et/ou catégories de revenus on est dans l'obligation de faire une déclaration si les revenus cumulés sont supérieurs à 36.000 €, pour les contribuables de la classe 1 et 2 et de 30.000 € pour les contribuables de la classe 1a.

Pour tous les revenus non soumis à une retenue à la source il y a toujours obligation d'établir une déclaration fiscale.

De plus, il y a toujours obligation d'établir une déclaration fiscale si l'administration le demande.

Notons encore qu'à Luxembourg l'année fiscale coïncide avec l'année calendrier.

Retenons enfin que le principe juridique : « nul n'est censé ignorer la loi » compte aussi en matière fiscale et a comme conséquence que toute personne doit s'informer de sa propre initiative s'il est dans l'obligation de faire une déclaration fiscale. Il ne suffit pas d'attendre la demande de l'administration des contributions pour y procéder (Catherine Pundel)

Nouvelles dispositions légales pour la lutte contre le blanchiment d'argent

Le règlement grand-ducal du 1^{er} février 2010 est venu préciser certaines dispositions de la loi du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. En tant que professionnel soumis à cette législation particulière, nos clients doivent subir toute une procédure de vérifications et de contrôles relative à leur propre identité, celles de leurs mandataires s'il en existe et bien évidemment celle des bénéficiaires économiques de la structure (due diligence).

Le contrôle continu que nous effectuons ne se limite bien évidemment pas à la seule identité des diverses personnes intéressées ou à l'origine des fonds investis à Luxembourg, mais il comprend également une obligation de

vigilance constante de la relation d'affaire, de la nature et de l'importance des transactions menées et de leur cohérence. Il se peut que ce contrôle soit parfois mal perçu ou considéré comme une ingérence dans les affaires de notre clientèle. Il en va cependant de la réputation et de la notoriété de toute la profession d'expert-comptable mais aussi du Grand-duché de Luxembourg. Nous engageons dans ce cadre notre responsabilité personnelle et il est important de sensibiliser notre clientèle à ces règles strictes qui s'appliquent à nous et qui dépassent non seulement le cadre national mais aussi celui de la CEE (Régis Lux).

La fin de la « Holding »

La « **Holding 1929** », société de participations financières créée en 1929 qui a fait la gloire du Luxembourg durant des décennies et suscité bien des jalousies en Europe, connaît ses dernières heures. Son statut fiscal privilégié va définitivement être aboli au 31 décembre de cette année. Deux options s'offrent aux actionnaires de ces sociétés : la première consiste à laisser la société en l'état et dans ce cas de figure elle sera considérée dès le 1^{er} janvier 2011 comme une société de droit commun, pleinement imposable et donc éventuellement soumise aux divers impôts existants (IRC, ICC, IF...). L'objet social tel que prévu par les statuts des « holding 1929 » restera néanmoins juridiquement un obstacle à la réalisation de certaines activités ; les sociétés qui n'auront pas modifié leurs statuts ne pourront donc exercer aucune activité

commerciale ni détenir des immeubles par exemple. La seconde option consiste, sous certaines conditions, à transformer la « holding 1929 » en « SPF » ou « société de gestion de patrimoine familial ». Cette société, dont le statut juridique reste très encadré (*conditions tenant notamment à la qualité de ses actionnaires et à son activité réduite : détention de participation notamment*) et qui subit un contrôle de l'Administration de l'Enregistrement, permet néanmoins de conserver un statut fiscal privilégié en restant exonérée des impôts traditionnels pour n'être redevable que d'une taxe d'abonnement. La « SPF » est cependant exclue des traités fiscaux généralement applicables aux sociétés pleinement imposables. Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations à ce sujet, n'hésitez pas à nous consulter (Régis Lux).

Domiciliation et autorisation d'établissement

Une pratique somme toute assez récente du Ministère des Classes Moyennes - qui délivre habituellement les autorisations d'établissement pour les sociétés commerciales et artisanales - consiste à exiger, sur base des dispositions légales en vigueur, que la société qui requiert une autorisation dispose de locaux en rapport avec son activité (« siège d'exploitation approprié à la nature et à la dimension de l'activité poursuivie »). En d'autres termes, il paraît de plus en plus difficile pour un domiciliataire agréé d'offrir ses services à une société dont la vocation est principalement commerciale dans son objet. Si la position Ministère semble raisonnable et défendable à bien des égards, elle le paraît beaucoup moins lorsqu'une société dont l'objet

est effectivement commercial de par ses statuts se voit réclamer par une autre autorité (*ex : Le CCSS pour les besoins de l'affiliation d'un salarié de ladite société*) la preuve de l'existence d'une autorisation d'établissement en bonne et due forme alors même que la société en question n'effectue que quelques opérations plus financières que commerciales et limitées (*refacturation de frais, management fee, consulting fee, commissions...*) qui ne nécessite de notre point de vue en aucun cas l'arsenal d'« infrastructures opérationnelles adaptées aux activités envisagées » qui sont exigées par le Ministère. Cette position sans appel du Ministère sonne-t-elle le glas de tout un pan de la domiciliation telle que nous l'avons connue jusqu'à ce jour ? (Régis Lux)

Nouveautés en matière de droit fiscal

- La récente convention contre les doubles impositions conclue entre le Luxembourg et les Emirats Arabes Unis
- est entrée en vigueur le 19 juin 2009. La convention est applicable au Luxembourg:
 - o En ce qui concerne les impôts retenus à la source, aux revenus attribués le ou après le 1er janvier 2010;
 - o En ce qui concerne les autres impôts sur le revenu et les impôts sur la fortune, aux impôts dus pour toute année d'imposition commençant le ou après le 1er janvier 2010.
- Les taux multiplicateurs 2010 en matière d'impôt foncier et d'impôt commercial ont été fixés par les arrêtés grand-ducaux du 28 novembre 2009 et du 14 décembre 2009.
- La loi du 18 décembre 2009 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2010 prévoit les principales modifications suivantes en matière d'impôt sur le revenu applicables à partir de l'année d'imposition 2010 :
 - o Une nouvelle adaptation des coefficients de réévaluation pour l'année 2010 a été effectuée (article 102 LIR – bénéfices de spéculation, de liquidation et plus-values).

- En matière de libéralités (article 112 LIR), le cercle des bénéficiaires de dons fiscalement déductibles est élargi aux organismes d'intérêt général relevant d'un autre Etat-membre de l'Union Européenne, conformément à la jurisprudence européenne.
- Quelques précisions en matière de TVA suite à l'adoption du paquet TVA :
 - L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, et donc le système eTVA, n'accepte plus d'état récapitulatif nul. Le fait de ne pas déposer d'état équivaut au dépôt d'un état nul.
 - Les demandes de remboursement introduites après le 1^{er} janvier 2010 ne peuvent plus se faire qu'électroniquement et dans le pays d'établissement du demandeur. Le délai est par contre prolongé au 30 septembre de l'année suivante (au lieu du 30 juin).
- A partir de janvier 2010, les assujettis dont les livraisons intracommunautaires de biens (LIC ou opérations triangulaires) dépassent EUR 100.000 par trimestre doivent remettre électroniquement des états récapitulatifs mensuels. Ils doivent également remettre soit trimestriellement, soit mensuellement (et électroniquement dans ce cas), des états récapitulatifs de prestations de services intracommunautaires.
- Le Directeur des Contributions Directes vient d'émettre une circulaire L.G.A n° 55 le 12 janvier 2010. Dans cette circulaire, il précise les modalités d'imposition de certains instruments de la finance islamique, tels que la murabaha, la mucharaka, la mudaraba et les sukuk. Ces instruments sont utilisés par les investisseurs qui souhaitent gérer leurs investissements dans le respect des valeurs de l'Islam (Benoit Servais)

Nous espérons que la lecture de cette « Newsletter » vous a été utile et qu'elle constitue, pourquoi pas, les prémices d'une collaboration dynamique entre votre entreprise et la nôtre.

Avec nos meilleures salutations,

*Alhard von Ketelhodt
Gérant*

Luxembourg, Mars 2010